

Sale temps

Pierre Lefebvre

Volume 49, numéro 4 (278), novembre 2007

La droite

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/34659ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lefebvre, P. (2007). Sale temps. *Liberté*, 49(4), 6–18.

Sale temps

Pierre Lefebvre

L'intuition, je m'en excuse, n'est peut-être pas tout à fait juste mais prenons-la tout de même comme point de départ : la droite aime la nature. L'ordre, la cadence, la hiérarchie de la ruche ou de la fourmilière la fascine, l'enthousiasme et l'émeut. Chacun de ces petits êtres à leur place remplissant avec ardeur et résignation leur destin tout en participant – miracle ! – à l'élaboration de leur édifice social l'emplit de respect et d'envie, peut-être même, qui sait, d'humilité. Imaginez, chaque chose est à sa place et chaque place à sa chose, on ne saurait rêver mieux. À cela j'ajoute, comme si le portrait n'était pas déjà suffisamment idyllique, une efficacité immémoriale, de même qu'un mouvement (faudrait-il dire une productivité?) perpétuel – mon Dieu, mon Dieu, un tel bonheur est-il possible ?

La culture par contre, si l'on me permet de tenter d'affiner ce vague pressentiment, laisse la droite plutôt dubitative, à la limite même inquiète et, dans des cas qu'il nous faut sans doute qualifier d'extrêmes, certainement horrifiée. Je n'oserais peut-être pas me laisser aller à dire que la chose tombe sous le sens, laissant du coup entendre que nature et culture forment un couple s'apparentant à ceux que sont le jour et la nuit, l'eau et le feu, le chien et le chat, mais je ne peux m'empêcher de penser que l'inclinaison que la droite éprouve pour la nature ne peut se faire qu'au détriment de la culture. Il me semble, en effet, que la littérature, le théâtre, la musique, la peinture, enfin bref tous les arts, ces lieux où règnent la métaphore, l'inquiétude et l'étrangeté, ne possèdent sans doute pas grand-chose pour attirer, et encore moins séduire, ceux qui, sans sourciller, sans ironie, sans rire, aiment clamer en public, tout comme ils le font en privé, qu'ils sont d'abord et avant tout lucides. Tenter d'appivoiser la part obscure du monde, son désordre, son vertige, sa furie, mais aussi sa beauté, plutôt que de chercher à la harnacher pour lui faire cracher comforts, capitaux et

commodités, n'est pas pour elle une entreprise très alléchante ; un tel dessein ne peut être que contre-productif et, par les temps qui courent, je ne serais pas étonné qu'on ait même tendance à carrément le considérer comme antidémocratique. La droite, en effet, a horreur des tromperies, tout comme des faux-semblants. Son culte du calcul et du rationnel, qu'elle considère comme l'unique apanage de la nature humaine, l'amène à se méfier de ce qui ne se jauge pas au premier coup d'œil par tous, d'autant plus si cela cadre mal avec le cadre de la raison. C'est sans doute pourquoi elle se targue de voir et de dire les choses telles qu'elles sont, comme si son regard possédait la neutralité d'un pH l'empêchant de s'aveugler. Loin de moi l'intention de froisser qui que ce soit, mais je persiste tout de même à penser que la droite, malgré son doux penchant pour la nature, ou bien plutôt pour la sélection naturelle, n'est pas, elle non plus, à l'abri du ravage que savent si bien nous prodiguer les métaphores.

Time is money

Le capitalisme tel qu'on le conçoit aujourd'hui, on l'oublie trop souvent, commence à balbutier au XIII^e siècle, essentiellement à travers la pratique de plus en plus soutenue de ce bon vieux prêt usuraire. C'est à la Renaissance, par contre – pensons aux cités comme Florence, Milan et Venise, où le commerce fleurit –, qu'il prend du coffre pour de bon. Si l'on sait désormais que ce qui est en train de se développer alors en matière de *modus operandi* économique sera promis à un avenir plus ou moins glorieux selon le point de vue où l'on se place, les raisons qui amèneront le capitalisme à devenir hégémonique sont pour leur part assez nombreuses, et parfois même assez inextricables, pour que le citoyen contemporain y perde un latin que de toute façon il ne possède plus guère.

Cela dit, si l'on me permet de tirer sur une seule des ficelles de cette pelote plus ou moins bordélique, je choisirai celle du temps, parce qu'elle me semble – vu mes connaissances singulièrement lacunaires en économie, je me dois de l'avouer – la plus à même de servir mon propos. Le temps, donc, était au

Moyen-Âge d'ordre divin. C'était le temps, somme toute sauvage, du cycle des moissons tout imprégné de celui, domestiqué, du cycle liturgique. Ceci peut nous apparaître un peu étrange, morbide même, mais à cette époque révolue l'épicier et le marchand n'étaient pas très bien vus. Ne parlons même pas de l'usurier, c'était tout simplement un monstre, au mieux un dangereux dégénéré. Le plus amusant, c'est que la raison en est aussi simple que poétique : puisque le temps était la propriété même de Dieu (c'était son œuvre, après tout), utiliser ce temps à des fins personnelles, surtout lorsque celles-ci étaient d'ordre pécuniaire, s'avérait tout bonnement un péché.

Or, parmi la série de bouleversements que connaît le XVI^e siècle, le passage d'un temps divin, fait tout à la fois de soumission et de contemplation, à un temps séculaire, plus précisément à un temps-outil, un temps-calcul, allié d'abord et avant tout de la production, n'est pas le moindre. Certains, dont le sociologue Christian Laval¹, affirment même que cette tension, ou plutôt cette bataille, entre ces deux temps, bataille, bien sûr, gagnée par ce temps qui ne coule plus mais se divise à souhait, est l'une des pierres angulaires de notre modernité. Cette victoire-là, on s'en doute, ne s'est pas gagnée du jour au lendemain : les deux temps, avec plus ou moins d'harmonie, plus ou moins de tension, ont réussi à cohabiter durant quelques siècles, mais à partir du XIX^e siècle le temps séculaire a définitivement étouffé son éternel rival et règne donc désormais sur l'ensemble des activités humaines, ou enfin peu s'en faut.

À tort ou à raison, j'aime croire que le lecteur qui m'a suivi jusqu'ici possède assez de culture pour se souvenir de l'avant-propos de chacune des *Aventure(s) d'Astérix le Gaulois* de René Goscinny et Albert Uderzo, soit l'inoubliable : « Nous sommes en 50 avant Jésus-Christ. Toute la Gaule est occupée par les Romains... Toute? Non! Un village peuplé d'irréductibles Gaulois

1. Christian Laval, *L'homme économique*, Paris, Gallimard, coll. « NRF Essais », 2007, p. 34-39. Je ne saurais assez chaudement recommander la lecture de cet ouvrage fascinant. Laval y expose, en effet, une thèse fort intéressante, soit celle de la modernité comme passage d'une norme anthropologique religieuse à une norme économique. Cet article lui doit beaucoup.

résiste encore et toujours à l'envahisseur.» Ainsi, malgré l'hégémonie du temps économique, des « poches » d'un temps plus adéquat à la contemplation, à la méditation, à la réflexion sur le monde et la condition humaine ont été préservées, et occupent toujours l'espace public; j'entends ici, bien sûr, on le devine sans doute, le temps qu'implique, le temps qu'exige, toute œuvre d'art.

L'intuition, encore une, que j'ai pourtant au sujet de ce temps, je m'en excuse encore, n'est pas très réjouissante, puisque ce qui me vient à l'esprit quand je pense à tout cela est qu'après s'être débarrassé du cultuel, le temps économique s'apprête maintenant à éliminer la culture. Cette disparition ne s'effectuera peut-être pas de façon aussi brutale que ce que j'énonçais à l'instant, mais je crains, et plusieurs signes me le laissent entendre, que ces poches de temps-résistances, pour le dire ainsi, se trouvent tout à la veille de voir leur intégrité s'effriter et d'éventuellement disparaître de l'espace public; comme si le temps économique, après avoir complètement terrassé l'empêcheur de commercer en rond qu'était le religieux, s'attaquait maintenant aux derniers espaces de transcendance que l'Occident sait encore secréter, sans doute parce qu'il n'en a plus d'autres à se mettre sous la dent. Après avoir assassiné Dieu, l'économie, entendons-la ici en tant que science, et plus particulièrement en tant que lecture du monde, est ainsi peut-être bien en train, et sous nos yeux, et par nécessité, d'assassiner la culture, dernier des freins à sa toute-puissance, dernier frein, surtout, à sa propre prétention à la transcendance.

Si le pouvoir a longtemps supporté l'Église, quand il ne s'est pas arrangé pour s'amalgamer tout entier à cette dernière pour la simple raison qu'elle lui semblait nécessaire à sa légitimité et, bien sûr, à son maintien, il n'a par contre pas du tout hésité, enfin pas trop, à la reléguer aux oubliettes lorsqu'il lui est apparu évident que non seulement elle ne lui était plus d'aucune utilité, mais qu'elle s'avérait plutôt nuisible à ses visées.

Or, vu l'étroite parenté qu'entretiennent l'un envers l'autre l'art et la religion (rappelez-vous que le théâtre grec n'est à l'origine qu'un culte à Dyonisos ou encore relisez *L'oreille cassée* de

Hergé²), vu l'étroite parenté qu'entretiennent donc l'art et la religion, je ne serais guère étonné qu'ils partagent éventuellement le même destin. L'art, il est vrai, s'est avéré moins vital au pouvoir que l'Église, mais il a tout de même longtemps possédé l'avantage de procurer une manière de « plus-value » non négligeable à son statut et à sa gloire. Ne pensons, ici, qu'aux exemples les plus connus : Médicis accaparant Léonard de Vinci, Jules II, Michel-Ange, Louis XIV, Molière, ou encore, plus près de nous, de Gaulle, André Malraux, ou Pompidou donnant son nom au Musée national d'art moderne de la ville de Paris.

Le seul fait d'évoquer ces « partenariats public-privé » aujourd'hui laisse entendre à quel point ils ne sont plus de ce monde. Tout se passe, somme toute, comme si le pouvoir s'apercevait que cette « plus-value » ne servait plus à rien, qu'en vérité, tout comme l'Église avant, elle le gênait désormais aux encolures. Cette affirmation reste quand même peut-être à vérifier, mais il me semble que c'est plutôt du côté des variétés que le pouvoir cherche sa « plus-value », autrement dit, société du spectacle oblige, son « rehaussement d'image ». Celle-ci, dorénavant, se veut tout d'abord sympathique, bonhomme, simpliste, accessible, ce qui pourrait expliquer la présence de Clinton, en 1992, chez Arsenio Hall, où il nous a joué du saxophone, ou encore les pitreries de Charest, de Dumont et de Harper faisant les clowns dans le cadre du générique d'*Infoman* et, bien sûr, la participation de Boisclair au fameux sketch parodiant le succès hollywoodien *Brokeback Mountain*.

Je ne voudrais bien sûr pas – il ne faut pas non plus exagérer – laisser entendre que les arts, la littérature, la philosophie, enfin tout ce qui est de l'ordre de ce que l'on nommait autrefois les humanités, disparaîtront pour de bon très bientôt. Après tout, la foi et les institutions religieuses, pour leur part, n'ont toujours pas été victimes d'une complète extinction, mais l'art et les humanités seront, je serais malheureusement prêt à le gager, eux

2. Oui, oui, rappelez-vous : le fameux fétiche est d'abord un objet de culte pour la tribu des Arumbayas, il se retrouve ensuite exposé dans un musée où il perd sa valeur religieuse pour devenir un artefact manufacturé à des centaines d'exemplaires, ce qui lui fait perdre, cette fois, sa valeur monétaire.

aussi peu à peu évacués de l'espace public, honnis par le pouvoir, à l'exception de deux ou trois babioles, à l'instar du crucifix de notre Assemblée nationale, dont la symbolique tiendra encore plus ou moins habilement par miracle ou bien encore par nostalgie. Et, tout comme le spirituel aujourd'hui, les arts et les humanités seront un de ces jours fin prêts à être relégués, cantonnés, confinés, dans la seule sphère du privé.

L'inquiétant, face à cette toute nouvelle tournure, est que, si l'Église, en son temps, savait s'imposer comme un État dans l'État et que sa disparition publique, idéalement, bien que peut-être moins dans les faits, pouvait laisser espérer plus d'espace de mouvement à la démocratie, l'art, contrairement à l'Église, s'avère être un contre-pouvoir par excellence. En limitant au strict minimum le rappel de ce qui nous dépasse, nous échappe, nous excède, le pouvoir nous diminue tous. La façon systématique dont les États totalitaires bâillonnent toujours les artistes comme les intellectuels devrait, me semble-t-il, achever de nous en convaincre. Les raisons de cette belle assiduité envers la pensée, envers la beauté, n'ont pourtant rien à voir avec la coquetterie. La culture – entendons-la, nous qui aimons tellement brandir notre héritage distinct, au sens de la tradition française et non anglo-saxonne – est sans aucun doute l'un des derniers grains de sable que l'on puisse insérer dans les rouages du temps économique, l'un des derniers bâtons à mettre dans les roues d'un « progrès » que l'on proclame pour tous (il faut créer de la richesse, on commence à le savoir), mais qui, en vérité, s'avère bêtement, uniquement prometteur pour les hommes d'affaires. La raison en est peut-être que l'art, de par sa nature même, s'oppose furieusement aux paramètres comptables de l'air du temps, et ce, parce qu'il demeure encore et toujours porteur d'une notion de valeur qui s'avère tout autre que monétaire. L'art, en effet, est une simple présence. C'est une parole, non un mot d'ordre. Comme le disait ce bon vieux Jean-Luc Godard :

La littérature a enquêté sur le monde. En ce sens, elle m'a donné une leçon de morale artistique. Je lui dois ça, une conscience morale. Contre la parole d'État, de gouvernement ou de pouvoir, elle est une

parole. Non celle des partis mais celle des hommes un à un. Les livres sont écrits un à un³.

Hégémonie, quand tu nous tiens

Je ne sais plus trop qui le formulait de cette façon, mais le néolibéralisme n'est pas tant, comme on le laisse entendre parfois, une extrême droite qu'une droite extrême – je n'irais pas jusqu'à dire comme les sports du même nom, mais tout de même peut-être un peu, surtout en ce qui a trait aux risques de dérapage. Une droite extrême, donc, c'est-à-dire une droite à haute densité, comme si un vin, au fil du temps, était passé de son taux d'alcool d'environ 12 ou 13 % à, je ne sais trop, un taux de 25 ou 30 %. Le phénomène, bien sûr, n'est pas sans conséquence. Ce qui se trouve à être modifié ainsi n'est pas tant des manières de faire, par exemple une économie de spéculation plutôt que de production, avec pour résultat les délocalisations dont les journaux nous abreuvent, mais bien un tout nouveau cadre idéologique dont on peut, que voulez-vous, comme toujours, vérifier les ravages dans le glissement de sens et le vocabulaire usuel.

C'est dans un petit ouvrage sur le peintre Zoran Music intitulé *La barbarie ordinaire* que le conservateur et historien de l'art Jean Clair avance :

Dans le vocabulaire du camp, le détenu était *ein Stück*, une pièce. Quand l'un d'eux mourait, les S.S. disaient : « Il nous manque une pièce. Il n'y a que 213 *Stücke* alors qu'ils devraient être 214... » Celui qui débarquait au camp n'était pas appelé *ein Zugänger*, un nouvel arrivant, mais « *ein Zugang* » – un nouvel arrivage.

Ce vocabulaire abstrait de l'efficacité technocratique a désormais envahi notre quotidien. Quand, au début des années 1980, les « services du personnel » ont été remplacés dans la nomenclature des administrations privées et publiques par les « départements des ressources humaines », on a pu penser que le nazisme qui avait perdu la

3. Voir Godard, Jean-Luc, par Pierre Assouline, <http://www.lire.fr/entretien> (consulté le 15 septembre 2007).

guerre avait en revanche gagné les esprits. Au détour d'une expression, la « personne » avec son poids de chair disparaissait, au bénéfice du terme abstrait « ressource », qui désigne charbon, pétrole ou minerais, les gisements matériels, bassins ou veines, dont un État tire son énergie⁴.

Sans nous en soucier, nous « gérons » donc nos émotions ou encore notre couple, nous nous « épanouissons » au travail, possédons des « industries » et des « produits » culturels, concoctons une réforme scolaire qui permettra aux élèves du primaire et du secondaire de maîtriser des « compétences » plutôt que d'acquérir le savoir qui leur permettra de conquérir le riche legs culturel et scientifique dont chacun de nous est l'héritier, et pendant ce temps-là les administrations des universités ne rougissent même plus lorsqu'elles déclarent que ceux et celles qui franchissent les portes de leurs salles de classe sont une « clientèle » plutôt que des étudiants.

C'est donc à cette parole « des hommes un à un » que l'on demande maintenant, au nom du bien commun, de se taire. Quand on parle pour parler du retour de la droite ou encore d'une renaissance de cette dernière parce qu'elle oserait maintenant, après des années de disette médiatique, s'afficher sans complexe, c'est avant tout cette « novlangue » orwellienne qui me vient à l'esprit, et c'est pourquoi j'ai peur. Cette novlangue, insidieusement, tente de faire de chacun de nous non pas des hommes, non pas des citoyens, mais de toutes petites entreprises uniquement dévouées à la recherche de notre profit, que ce dernier soit d'ordre monétaire, sexuel, social, moral, culturel et – pourquoi pas ? – spirituel, le tout, bien sûr, acquis au plus bas coût possible. Lorsque tout le monde qui en parle aura bien intégré cette langue-outil d'une redoutable efficacité, nous serons enfin tous lucides et chacune de nos activités, chacune de nos institutions, n'aura plus comme noble but que la compétitivité économique. Le Québec, à ce moment-là, sera enfin sur la bonne voie.

4. Jean Clair, *La barbarie ordinaire*, Paris, Gallimard, 2001, p. 34-35.

Le temps improductif, « hors compétition », qu'exige d'ailleurs la culture est maintenant si inconcevable que même les émissions de radio et de télévision qui lui sont consacrées refusent d'en tenir compte. Ce que l'on entend désormais par « culture » dans les médias n'est en vérité que de la variété. Je n'ai rien, faut-il le préciser, contre cette dernière, qui ne m'apparaît pas moins noble que la culture, dois-je le préciser, mais elle ne joue en rien le double rôle d'arrachement à soi-même et de recentrement sur le mystère de notre présence au monde dont s'acquittent les arts de toute éternité.

Le plus inquiétant dans cette mouvance est que, même au cœur des lieux qui, traditionnellement, ont pour mission de perpétuer la culture, celle-ci est de plus en plus considérée comme « ingérable » et fautrice de troubles. Un ami professeur de théâtre m'apprenait ainsi que certaines écoles et certains départements de théâtre annulaient leurs cours de lecture et d'analyse de textes en prétextant que c'était aussi inutile que compliqué. Comme me le faisait remarquer l'ami en question, c'est comme si une école de musique décidait de ne plus enseigner la lecture de partitions musicales parce que tout cela peut très bien se jouer par oreille.

Ne revenons pas encore une fois sur le cas patent de la radio de Radio-Canada, sauf peut-être pour noter un glissement de sens dont elle est la championne. On sait, en effet, qu'au moment où la chaîne de l'ancienne bande AM s'est retrouvée, elle aussi, sur la bande FM, ce qu'on appelait autrefois tout bonnement le FM de Radio-Canada s'est vu rebaptisé la « chaîne culturelle ». Miracle de ce genre d'entourloupe, jamais la culture, à la radio de la société d'État, n'a vu autant sa teneur saccagée et ses budgets coupés qu'à partir du moment où elle s'est retrouvée coiffée de ce nouveau titre. Dans le même ordre d'idées, le 16 août dernier, Mme Christiane Leblanc, directrice d'« Espace musique », fit publier une réplique à Daniel Turp, intitulée « Espace musique de vieux préjugés », dans laquelle elle reproche au député péquiste de réitérer « le vieux préjugé à l'effet que la création d'Espace musique a entraîné la fin des émissions culturelles "parlées", alors que ces mandats ont été transférés à la Première Chaîne où ils occupent un nombre d'heures équivalent pour un auditoire

plus important⁵». Or, si un transfert du nombre d'heures consacrées à la culture a bien eu lieu, il faut être ou sourd ou de mauvaise foi pour affirmer que la nature de ces émissions est demeurée identique en passant d'une chaîne à l'autre.

En démenageant ses heures consacrées à la culture, Radio-Canada a en effet transformé son cheval en lapin. Les deux sont des quadrupèdes qui peuvent tout autant courir que gambader, mais là s'arrête la comparaison. Car, vraiment, par quoi furent remplacés, lors du transfert, *Paysages littéraires*, *Les décrocheurs d'étoiles*, *Traverses* ou les documentaires de la série des *Idées plein la tête*? Par une série de magazines dont l'hebdomadaire *Voir* semble l'ultime modèle. Ajoutons, pour ce qui est de la question de « l'auditoire plus important » dont Leblanc semble si fière, qu'avant d'être relégué à dix heures les soirs de semaine, *Paysages littéraires* attirait 20 000 auditeurs. Ainsi, de lieu de création et de réflexion, de laboratoire où pouvaient s'aventurer hors des sentiers battus les artistes et les intellectuels, les blocs horaires consacrés à la culture sont devenus des espaces aseptisés où bavardages, idées reçues, clichés et promotions de « produits culturels » sont en général les seules denrées au menu. Que la directrice d'Espace musique (tout comme Sylvain Lafrance, vice-président principal des services français, qui ne cesse de marteler, depuis la disparition de la Chaîne culturelle, la même bêtise) soit incapable de faire la différence entre, d'une part, pensée et création et, d'autre part, bavardage en dit long sur l'état des choses là-bas.

Mais peut-être faut-il se consoler, ou s'alarmer, selon les goûts, en se disant qu'ils ne sont pas les seuls. En ce début d'automne, au moment où j'écris ces lignes, la télévision de Radio-Canada et celle de Télé-Québec nous proposent chacune une de ces fameuses « émissions culturelles » dont elles ont le secret, *On fait tous du show-business* animée par Catherine Perrin pour la première, et *Ça manque à ma culture* animée par Serge Postigo pour la deuxième. Si la première diffusion d'*On fait tous du*

5. « Espace-Musique – de vieux préjugés », Christiane Leblanc, *La Presse*, 16 août 2007, p. A-18.

show-business n'a pas encore eu lieu au moment où j'écris ces lignes, le titre même de l'émission peut faire frémir, mais passons. J'ai, par contre, eu l'occasion de regarder *Ça manque à ma culture*, le mercredi 12 septembre, plus précisément le segment consacré à la littérature. On y avait donc droit à Dominique Lévesque en « critique » littéraire qui nous a entretenus de *L'élégance du hérisson* de Muriel Barbery, en nous avertissant que c'était long et pénible pour ce qui était des cent premières pages, mais que le bouquin valait tout de même la peine d'être lu (en précisant cependant aux lecteurs non aguerris de ne pas se donner cette peine) dans la mesure où la fin lui avait fait monter, malgré sa virilité, les larmes aux yeux. Lorsque l'animateur lui a demandé ce qu'il avait, finalement, préféré dans ce roman, Lévesque a superbement répondu, et je cite : *la manière dont les mots sont écrits*. Il vaut mieux entendre ça qu'être sourd, comme le veut l'expression, mais tout de même. On me trouvera trop sensible, mais, pour ma part, cela me donne envie de pleurer.

Le plus ennuyeux face à de la bêtise d'une telle ampleur, c'est qu'il devient de plus en plus difficile de s'en indigner, en ce sens que l'on semble de moins en moins concevoir, et encore moins comprendre, dans l'espace public, les raisons de cette colère et de cet effarement. Celui qui s'en irrite est immédiatement taxé de puriste et d'élitiste, ce qui est un moindre mal, j'en conviens, parce qu'en vérité, ce qui fait mal, c'est de n'être pas compris. Il se trouve plus ou moins dans la position du croyant à qui le laïc laisse entendre, plus ou moins gentiment, qu'il a bien le droit de faire ce qu'il veut chez lui, mais de ne pas fatiguer les autres avec ça.

Sans avoir l'air d'y toucher, c'est le rôle social et politique de la culture qu'on évacue ainsi, comme si l'on refusait que les liens qui se tissent entre citoyens soient d'un autre ordre que celui de la gestion et du profit. En 1948, on s'en souviendra, un groupe d'artistes signa un coup d'éclat contre ce qu'ils percevaient à juste titre comme l'immobilisme mortifère de leur brave société. Je parle bien sûr du *Refus global* de Borduas et compagnie. La raison pour laquelle j'évoque cette fissure que l'on aime proclamer inaugurale dans le monolithisme suffoquant du Canada

français est que, depuis quelque temps, dénoncer peu ou prou l'immobilisme est revenu à la mode. Ce ne sont pourtant pas les artistes cette fois-ci qui s'y collent, ce sont les hommes d'affaires et les entrepreneurs. Rappelez-vous, en effet, comme au printemps dernier, un Michel Kelly-Gagnon, président du Conseil du patronat du Québec, de même qu'un Gilbert Rozon, patron de l'empire Juste pour rire, s'indignaient tous les deux de ce que le casino, pardon, le « complexe récréotouristique » que devaient nous concocter Loto-Québec et le Cirque du Soleil soit tombé à l'eau. Le Québec, apprenait-on alors, était désormais otage des groupes communautaires, ces machins peuplés de contestataires professionnels même pas élus bien que grassement payés par l'État. J'avoue candidement ne pas trop savoir si l'édification du projet se serait avérée aussi catastrophique que ceux qui s'y opposaient, tout comme j'ignore si son abandon causera toute l'horreur que ses partisans nous ont annoncé. À dire vrai, cela m'indiffère totalement : là, me semble-t-il, n'est pas la question. Ce qui m'indispose au sujet de cette affaire n'est pas tant le fait qu'elle se soit ou non réalisée, mais bien, comme le faisait remarquer l'ami Philippe Gendreau, qu'une large part de notre classe d'affaires, de même que de notre classe politique, ait sérieusement considéré l'édification d'un casino comme un indéniable projet de société, un pôle autour duquel se réunir afin de bien marquer notre désir d'être une communauté. Quand Borduas et sa bande clamaient « place à la magie ! Place aux mystères objectifs⁶ ! » afin de secouer la chape de plomb qui les étouffait, je ne pense pas qu'il avait en tête l'édification au centre-ville de Montréal d'un casino où l'on pourrait attirer les gros sous des joueurs professionnels, ou encore compulsifs, de toutes les nations.

Ainsi, la disparition de l'art et des humanités de la sphère publique est beaucoup plus grave, beaucoup plus inquiétante, beaucoup plus dangereuse que celle d'une variété de pêches des étalages d'une fruiterie ou des machines à écrire des étagères des grossistes en matériel de bureau. Ce n'est pas un produit, ici, qui, faute de demande, cesse d'être distribué. Nous ne faisons

6. Paul-Émile Borduas, *Refus global et Projections libérantes*, Montréal, Parti Pris, 1980.

pas face au drame bénin qu'entraînent une rupture de stock ou encore le remplacement d'un modèle d'aspirateur par un autre. Ce qui est en jeu, c'est la façon dont nous choisissons de vivre ensemble, c'est la nature même des liens que nous choisissons de tisser entre nous. Je veux bien admettre qu'il est plus simple de proclamer comme devise « au plus fort la poche » que d'aménager des espaces où ce qui contredit les notions de rentabilité et de compétitivité pourra se déployer et ensemençer, d'une manière détournée, le corps social et le politique, mais je persiste à croire que, dans ce domaine, il faut faire attention et qu'il y a certainement des frontières à ne pas franchir. En évacuant comme on a commencé à le faire l'art et la culture de notre vie publique, c'est notre capacité à concevoir le monde hors des idées reçues de l'air du temps que l'on évacue du même coup, c'est l'assurance que la vie n'est pas qu'une course à obstacles sociaux que l'on nie, c'est la conviction que tout ne se marchande pas que l'on ridiculise. Le noyau dur de la beauté, de la pensée (et ce malgré les Cézanne, les Van Gogh, les Picasso qui se vendent à prix d'or), échappe et échappera toujours à la logique marchande que l'on ne cesse de nous présenter. Le plus naturel de l'échange et même du dialogue, tout comme la spiritualité, s'opposera toujours au pouvoir terrestre malgré l'avidité passée, présente et future des Églises.

Si j'hésite ainsi à hurler avec les loups que oui, « on fait tous du show-business », c'est que, tant qu'à rendre hommage à Diane Dufresne, je préfère chanter « ne tuons pas la beauté du monde ».